

Céline Marty

**Travailler
moins pour
vivre mieux**

GUIDE POUR UNE PHILOSOPHIE
ANTI-PRODUCTIVISTE

DUNOD

« On se rend maintenant très bien compte, à l'aspect du travail – c'est-à-dire de cette dure activité du matin au soir – que c'est là la meilleure police, qu'elle tient chacun en bride et qu'elle s'entend vigoureusement à entraver le développement de la raison, des convoitises, des envies d'indépendance. Car le travail use la force nerveuse dans des proportions extraordinaires, il retire cette force à la réflexion, à la méditation, aux rêves, aux soucis, à l'amour et à la haine, il place toujours devant les yeux un but minime et accorde des satisfactions faciles et régulières. »

Friedrich Nietzsche, *Aurore*, 1881.

« Une étrange folie possède les classes ouvrières des nations où règne la civilisation capitaliste. Cette folie trame à sa suite des misères individuelles et sociales qui, depuis deux siècles, torturent la triste humanité. Cette folie est l'amour du travail, la passion moribonde du travail, poussée jusqu'à l'épuisement des forces vitales de l'individu et de sa progéniture. Au lieu de réagir contre cette aberration mentale, les prêtres, les économistes, les moralistes, ont sacro-sanctifié le travail. »

Paul Lafargue, *Le droit à la paresse*, 1883.

« En fait, le royaume de la liberté commence seulement là où on cesse de travailler par nécessité et opportunité imposée de l'extérieur ; il se situe donc, par nature, au-delà de la sphère de production matérielle proprement dite. (...) C'est au-delà que commence le développement des forces humaines comme fin en soi, le véritable royaume de la liberté qui ne peut s'épanouir qu'en se fondant sur l'autre royaume, sur l'autre base, celle de la nécessité. La condition essentielle de cet épanouissement est la réduction de la journée de travail. »

Karl Marx, *Le Capital*, 1867.

Sommaire

Introduction	9
Chapitre 1 – Comment le travail dévore notre vie	21
L’omniprésence du travail	21
L’intériorisation de la rationalité économique productiviste	27
Une démocratie fragilisée	32
Chapitre 2 – Le travail mystifié	39
Premier mythe : la définition descriptive du travail producteur d’utilité ou de valeur	41
Deuxième mythe : la définition sociale de l’emploi, garant de ressources économiques et de droits sociaux	51
Troisième mythe : la définition subjective et existentielle du travail, activité d’épanouissement et de reconnaissance personnelle	60
Pour une nouvelle conception du travail	68
Chapitre 3 – Panser le travail sans le soigner	73
Redonner de la valeur au travail	75
Redonner du sens au travail	79
Partager le travail	86
Améliorer les conditions du travail	89
Libérer le travail	92
Chapitre 4 – « Le travail est la meilleure des polices » : pour une critique politique radicale du travail	97
Pourquoi cette contrainte n’a-t-elle pas été dénoncée dans l’histoire des idées ?	99
Les philosophes sont exempts de la contrainte du travail	99
Le travail n’est pas perçu comme une contrainte	104
L’acceptation du travail comme contrainte nécessaire et utile à l’humain	106

Travailler moins pour vivre mieux

Les origines religieuses de l'acceptation de la contrainte du travail	107
Le pessimisme anthropologique : les hommes se forment par les contraintes	108
La discipline politique exercée par le travail	111
L'histoire du travail comme outil de contrôle social	112
Le travail forcé : cheville ouvrière du capitalisme	114
L'histoire du travail des femmes : la mise sous tutelle patriarcale	121
L'histoire du travail salarié : métamorphoses de la domination au travail	125
Chapitre 5 – S'émanciper du productivisme : quelles solutions ?	137
Politiser le travail : que voulons-nous produire ?	138
Que produire ?	138
Comment produire ? La démocratie au travail et l'autogestion	140
Travailler moins, produire moins, consommer moins pour vivre mieux : projet de société frugale	146
Produire moins mais mieux	147
Nous libérer de la centralité du travail : agir en dehors du travail	154
Lutter pour le temps de vie	157
Des moyens concrets pour cette émancipation : revenu universel ou garantie d'emploi ?	162
Le revenu universel : émancipation du marché de l'emploi et du contrôle administratif	163
La garantie d'emploi : un emploi public au service des besoins sociaux	167
La garantie d'emploi contre le revenu universel : l'emploi public peut-il sauver le travail ?	169
Conclusion	175
10 conseils antiproductivistes	177
Remerciements	183

Introduction

Pourquoi discuter de la place du travail dans nos vies ?

Le travail est souvent au cœur du débat public mais reste abordé uniquement par un angle technique ou économique : on discute des opportunités de marché qui justifient la création ou la suppression d'emplois, des nouvelles méthodes et formes de travail, des moyens d'en réduire les coûts ou des contraintes administratives, comme le font les *think tanks* à l'instar de l'Institut Montaigne. On entend parfois certaines revendications ou souffrances professionnelles lorsqu'on s'intéresse davantage au point de vue militant, syndical ou politique, incarné par exemple dans les œuvres de Ken Loach ou de Stéphane Brizé. Le travail est aussi au centre des réflexions sur le « monde d'après » post-Covid : certains, comme l'économiste Michel Husson, suggèrent de réduire le temps de travail pour maintenir les emplois, alors que d'autres préconisent d'augmenter le temps de travail, comme Christophe Barbier qui demande de sacrifier la cinquième semaine de congés payés. Face au chômage de masse, antérieur à la pandémie et à la crise économique et sociale à venir, des voix socialistes et écologiques plutôt revenu universel pour garantir des ressources à tous.

Lors de ces échanges, diverses conceptions du travail s'opposent sans être explicitées clairement : le travail est alternativement présenté comme une activité d'épanouissement, un gagne-pain pour payer les factures, ou une activité pénible

cause de souffrances profondes. Or, les divergences de nos représentations du travail sont peu questionnées. Nombreux sont les discours politiques qui revendiquent la « valeur travail », sans expliciter ce qu'elle signifie pour eux et ce qu'elle implique en pratique.

Il faut pourtant affronter ces questions qui déterminent notre imaginaire collectif et les réformes futures. Quelles sont nos conceptions du travail et de sa place dans nos vies ? D'où viennent-elles et pourquoi nous influencent-elles autant ? Quelles sont les fonctions et valeurs que chacun attribue au travail et que la société lui reconnaît ? Ces questions ont surgi en France dans les années 1990 autour de l'ouvrage de Dominique Méda, *Le travail : une valeur en voie de disparition* ? qui a engendré des débats publics et universitaires animés. Cette discussion revient épisodiquement aujourd'hui autour de la possibilité de la réduction du temps de travail ou du revenu universel. Mais on y coupe rapidement court par des injonctions au « réalisme » pour sauver l'économie. Travailler plus serait toujours la seule solution à tous nos maux.

Questionner la place du travail dans nos vies et dans notre organisation sociale est tabou. En raison de la forte valorisation morale du travail, l'opinion publique loue ceux qui « font bien leur boulot » tandis qu'elle critique les « fainéants-parasites » soupçonnés de se tourner les pouces. Elle minimise les plaintes de ceux qui dénoncent leurs conditions de travail, râleurs jamais contents. Dès lors, nulle remise en question de cette activité sociale productrice de souffrances, de rapports de force et d'inégalités. Ces violences du monde du travail sont aujourd'hui presque acceptées comme les normes évidentes de son marché. Ce serait de toute façon mieux que rien, mieux que le chômage, fléau ultime.

Cette incitation à en faire toujours plus est aujourd'hui contestée par des voix écologiques qui appellent à revoir radicalement notre organisation du travail et nos modes de production et de consommation pour répondre à l'urgence écologique. L'oisiveté pourrait-elle sauver la planète ?

Qu'est-ce que le travail ? Un problème théorique

Le travail est omniprésent dans nos vies. Dans l'enfance et tout au long de notre formation scolaire et professionnelle, il est chargé d'attentes et d'espoirs. Il est ensuite la cause de joies ou de souffrances présentes. Il est enfin quitté avec regret ou soulagement à la retraite. Il occupe plusieurs fonctions : il participe à la construction d'une identité personnelle par une identité professionnelle, il est un moyen de socialisation et d'acquisition de normes et il génère normalement une sécurité financière et sociale.

Mais dès que nous le décrivons sommairement ainsi, nous nous heurtons à un problème théorique, lié à sa définition même, qui n'est pas aisée à déterminer. Soit on limite le concept de travail à l'emploi salarié, soit on l'étend à des tâches non rémunérées pour montrer leur utilité sociale, avec les concepts de travail domestique, bénévole ou militant. Le travail gagne-pain est parfois distingué des passions qu'il finance ou, à l'inverse, le métier est vécu comme une vocation. Certains appréhendent comme du travail toutes les activités qui peuvent indirectement bénéficier à leur emploi, du cours d'anglais pour discuter avec des clients internationaux à la séance de relaxation pour supporter la journée le lendemain. Dans ce cas, toute notre vie, jusqu'aux loisirs, entre alors dans l'expérience du travail.

Une multitude de représentations du travail s'expriment, ce qui rend difficile l'unification de discours qui se limitent souvent à certaines d'entre elles. « À quoi bon promouvoir la « valeur travail » si le travail n'est que pénibilité ? » se demandent ceux qui ne vivent que pour leur temps libre. Il ne suffit pas de leur répondre qu'ils n'ont pas trouvé le « bon travail » qui leur conviendrait vraiment, parce que ce serait empêcher toute critique radicale vis-à-vis du travail, quel qu'il soit. À l'inverse, à quoi bon envisager la réduction du temps de travail s'il est pour certains une vocation qu'ils exercent sans compter leur temps ? Et si on parle de travail

pour désigner toutes nos activités, même nos loisirs relaxants, parce qu'ils nous aideraient à être plus productifs ? On prend pour évidente la définition du travail et on croit parler de la même chose. Les partisans de la réduction ou de l'augmentation de la place du travail dans nos vies s'affrontent ensuite dogmatiquement, selon leurs représentations du travail et leurs valeurs radicalement différentes. Les uns voient dans le travail la cause de leurs souffrances tandis que les autres défendent l'activité qui donne un sens à leur vie.

Une définition unifiée du travail est-elle alors possible ?

Peut-on utiliser le même mot pour nos vocations, passions, missions libres et créatives, ou subordonnées et répétitives, nos obligations morales et matérielles, nos tâches domestiques, nos responsabilités professionnelles et nos corvées ? Spécifier ce dont nous parlons faciliterait déjà les débats sur la place de chacune de ces activités dans nos vies, en évitant de plaquer sur le travail « en général » des préjugés issus de notre propre expérience.

Comment organiser l'emploi ? Un problème pratique

Nos sociétés fondées sur l'emploi, activité rémunérée et déclarée qui confère des droits sociaux, se heurtent aujourd'hui à un triple problème pratique concernant l'accessibilité, les droits sociaux et les conditions du travail.

Premièrement, *l'inaccessibilité de l'emploi* à une partie grandissante de la population. Alors que l'emploi structure la protection sociale française parce qu'il fonde les droits sociaux qui protègent les travailleurs en cas d'incapacité, de travailler temporaire (maladie, parentalité, chômage) ou définitive (handicap, vieillesse), il n'est plus aussi accessible que dans les décennies d'après-guerre où ce modèle de protection sociale a été construit. Une partie de la population - rejetée par le marché de l'emploi qui discrimine les personnes en surpoids,

les handicapés, les seniors, les chômeurs de longue durée ou encore les mères célibataires¹ - se trouve presque exclue de la protection sociale². Pour obtenir la sécurité sociale garantie par l'emploi, encore faut-il rentrer dans les bonnes cases du marché de l'emploi.

Deuxièmement, *l'inaccessibilité de la sécurité promise avec l'emploi*. Même en arrivant à trouver un emploi, certaines de ses formes sont trop précaires pour permettre aux travailleurs d'en vivre, ce dont témoigne le nombre grandissant de travailleurs pauvres³. Cette précarité se manifeste dans les temps partiels subis, les missions fragmentées dans le temps et payées à l'heure, les contrats courts, mais aussi le statut d'auto-entrepreneur imposé par des employeurs qui ne veulent pas payer la protection sociale des travailleurs. Cela vaut autant pour les plateformes numériques d'Uber, de Deliveroo et de Google, que les universités françaises ! On se figure que c'est un fléau restreint au marché privé qui cherche à tout prix à réduire les coûts du travail, soumis à la pression des actionnaires, mais les établissements publics suivent la même logique. Les collèges et lycées paient les assistants d'éducation à l'heure, avec une très faible rémunération, et les universités embauchent massivement des vacataires précaires pour enseigner et externalisent les services de restauration et d'entretien pour réduire leurs coûts. Dans tous ces cas, le travail ne garantit plus de vivre correctement, même pour les agents de l'État et de l'intérêt général.

1. D'après une étude pour l'OIT publiée en 2016, une femme obèse a huit fois moins de chance d'être embauchée qu'une femme qui ne l'est pas, mais c'est seulement trois fois moins pour un homme. En 2019 en France, le taux de chômage des personnes en situation de handicap est de 19 %, dix points de plus que la moyenne nationale. En 2005 en France, 52 % seulement des 11 millions de personnes entre 50 et 64 ans ont un emploi.

2. Certains mécanismes de solidarité sont des filets de sécurité (RSA, CMU) mais restent trop faibles pour compenser réellement l'absence de protection sociale de l'emploi.

3. Selon l'INSEE en 2019, 2,1 millions de travailleurs vivent en dessous de 1 041 euros mensuels, dont 1,6 million de salariés. 1 million de travailleurs vit avec moins de 855 euros mensuels.

Troisièmement, les *difficultés des conditions de travail*. Les impératifs productivistes augmentent les risques psychosociaux, même en dehors du secteur marchand privé, ce dont témoigne le mal-être des personnels soignant, éducatif, des pompiers ou des salariés du milieu associatif, renseigné par les recherches sociologiques. Même l'emploi stable, garant d'une sécurité financière, ne suffit pas à garantir une sécurité physique et psychique. De plus en plus de travailleurs vivent une « précarité subjective » selon l'expression de la sociologue Danièle Linhart, un sentiment d'incertitude vis-à-vis de son futur professionnel, toujours menacé par des restructurations ou des réformes, même chez des travailleurs pourtant objectivement stables, en CDI ou fonctionnaires.

Si l'emploi est aujourd'hui une condition nécessaire d'accès à notre protection sociale, il est hors de portée d'une partie de la population, ne permet pas toujours de vivre correctement, et produit même des risques physiques et psychiques mettant en danger la vie des travailleurs, bien que ceux-ci les minimisent souvent et s'estiment déjà chanceux d'avoir un emploi. Dès lors, il semble important, pour améliorer la vie des travailleurs ainsi que des non-travailleurs, de questionner à la fois l'organisation de notre modèle social fondé sur l'emploi et nos conceptions théoriques du travail qui, en le valorisant comme activité centrale ou essence de l'homme, nous poussent peut-être à accepter ses formes et conséquences les plus délétères.

Qui fait quoi et comment ? Un problème politique

Le travail est aussi au cœur de problèmes politiques issus de la division sociale du travail, qui entraîne une hiérarchisation sociale difficilement compatible avec nos idéaux démocratiques de liberté, d'égalité et de fraternité. Le travail manuel reste dévalorisé face aux métiers de cadres et des professions

libérales ou intellectuelles, en raison des études prestigieuses qui y mènent et du succès économique qu'ils garantissent. L'opinion publique dit avoir reconnu les métiers « essentiels » lors de la crise sanitaire, mais ils restent peu considérés socialement, peu rémunérés et ils s'exercent parfois dans des conditions invivables. Les emplois de service se développent, divisant les travailleurs entre ceux, aisés, qui peuvent les consommer, parce qu'ils sont trop débordés pour cuire des pâtes ou passer l'aspirateur eux-mêmes, et les précaires qui n'ont que cette perspective d'emploi.

L'organisation hiérarchique du travail, au cœur du salariat, est aussi incompatible avec l'exercice de la citoyenneté. Alors que le projet démocratique suppose des citoyens libres et capables de réfléchir, au travail ceux-ci devraient subir et obéir. Dans les conditions actuelles de travail, il est difficile de se syndiquer, de s'engager dans un parti, d'assister à des réunions politiques, ou même de s'intéresser à l'actualité : le temps de la démocratie devrait être trouvé en soirée ou le week-end. Pourquoi même s'intéresser à la politique alors que les travailleurs se voient déjà empêcher de transformer leur travail ? Les lois générales sur le travail et les réformes spécifiques à certains secteurs sont adoptées alors même qu'elles sont désapprouvées par les partenaires sociaux. Il est difficile de faire de la politique au travail : en France, seuls 11 % des salariés sont syndiqués⁴ et les syndicats ont une mauvaise image auprès des travailleurs et de l'opinion publique, alors qu'ils ont pour rôle de défendre les travailleurs.

Il faut déjà croire dans la légitimité et l'efficacité de sa parole pour se politiser, revendiquer ses droits et espérer changer la société. Cela laisse la politique aux classes sociales aisées qui s'y intéressent et qui peuvent y consacrer du temps, en s'arrangeant avec leurs horaires de travail, alors que d'autres professions sont plus difficilement compatibles

4. Selon la DARES, organisme de recherche du ministère du Travail.

avec l'expérience politique et l'exercice d'un mandat⁵. Si cette organisation du travail verticale, assommante et policière empêche les travailleurs de s'investir politiquement, faudrait-il supprimer les chefs d'entreprise ou les managers et réduire radicalement le temps de travail pour devenir enfin un peuple capable de démocratie ?

Le travail constitue donc un enjeu démocratique très concret : comment apprendre à être un citoyen libre si on doit être un travailleur soumis toute la journée ? Comment prendre du temps pour la politique si le travail occupe toutes nos pensées ? La démocratie se construit-elle entre midi et deux, après 20 heures et le week-end ? Faut-il se libérer de l'organisation hiérarchique du travail pour agir politiquement ?

Que peut-on encore produire et consommer ? Un problème écologique

Enfin, nos sociétés se heurtent au problème écologique de la finitude des ressources et des conséquences néfastes de notre production. Nos théories du travail, élaborées entre le XVII^e et le XIX^e siècles, proviennent du capitalisme industriel productiviste. Nées dans l'abondance matérielle et la croissance économique, elles ne tiennent généralement pas compte de la finitude des ressources productives et des externalités négatives de la production, comme la destruction définitive des ressources, la pollution et la destruction des écosystèmes. Les conséquences néfastes de la production ne sont pas intégrées dans le coût économique de nos iPhones, de nos steaks de bœuf, de nos morceaux de Comté et de nos trajets aériens, parce qu'elles sont difficilement évaluées et volontairement

5. Seuls les mandats nationaux garantissent une sécurité financière telle que l'élu peut quitter temporairement son activité professionnelle. Pour les mandats d'élus locaux, les indemnités sont souvent trop faibles et ne sont qu'un complément des revenus professionnels.

négligées par les acteurs économiques et les pouvoirs publics. Faire de l'Homme un animal producteur empêche de questionner les limites de cette production : pourrait-on économiser des ressources en se passant de productions et consommations superflues ?

Maintenant que nous avons conscience de l'urgence écologique, nous devons repenser la place du travail. Sur le plan pratique, nous ne pouvons continuer de chercher à produire et consommer toujours plus, aveuglés par les impératifs de croissance du PIB. Des économistes américains suggèrent que travailler moins réduirait la consommation énergétique⁶ et les externalités négatives de production. Sur le plan théorique, nous ne pouvons continuer de faire du travail, activité de production de biens et services pour survivre nécessairement destructrice de ressources, le seul but de l'existence.

Réduire nos activités de production superflues est possible. C'est ce que montre dès 2013 l'anthropologue David Graeber avec le dévoilement des *bullshit jobs*, ces métiers, fonctions et postes jugés inutiles par ceux-là mêmes qui les occupent. Sa recherche révolutionne nos représentations du travail. Si une grande partie de la population active juge son activité professionnelle inutile à la société, alors il est légitime de questionner l'existence de certains métiers, pour envisager de les supprimer. Graeber détruit l'évidence du marché de l'emploi : ce n'est pas parce qu'un emploi existe qu'il est indispensable. Il donne un argument de plus pour politiser ce débat essentiel : que voulons-nous produire ? À quoi voulons-nous que la population passe ses journées ? Est-il vraiment socialement nécessaire qu'autant de travailleurs passent leurs soirées au bureau, gavés de sushis hors de prix commandés sur *Ubereats*, pour pondre des *PowerPoints* sur de potentielles nouvelles parts de marché, ensuite consultés négligemment par des collègues

6. Voir à ce sujet Claire Lecoivre, « Travailler moins pour polluer moins », *Le Monde Diplomatique*, juin 2021.

inattentifs qui préfèrent Twitter à tant de réunions vaines ? Derrière cette représentation caricaturale s'incarnent des souffrances de travailleurs qui ne voient pas l'utilité intrinsèque de ce qu'ils font et quittent parfois leur *bullshit job* pour une fonction qui a plus de sens à leurs yeux.

Ces questions sont urgentes dans notre contexte de crise écologique : il faut choisir comment épargner les ressources et déterminer celles indispensables à une production-consommation de base, pour se passer de celles superflues.

En résumé, on trouve quatre types de difficultés autour du travail :

1. Des problèmes *théoriques* de définition et d'appréciation du travail, selon la valeur qu'on lui donne et les tâches dont on parle, qui déterminent nos représentations du travail.
2. Des problèmes *pratiques* liés aux discriminations et aux inégalités qu'il engendre et entretient, en tant que mode d'accès privilégié aux droits sociaux et aux ressources matérielles nécessaires pour survivre.
3. Des problèmes *politiques* qui découlent de ses formes d'organisation actuelles, créatrices de conditions de vie incompatibles avec l'exercice démocratique.
4. Enfin, des problèmes *écologiques* parce que le travail détruit des ressources et engendre des pollutions qui mettent en danger l'existence humaine et la biodiversité.

Deux tâches se profilent pour penser le travail au XXI^e siècle :

- L'analyse critique de nos théories actuelles du travail pour y dénicher les présupposés désuets et leurs conséquences productivistes aujourd'hui intenable. Car peut-on encore chercher l'épanouissement individuel dans des activités de production nécessairement destructrices de ressources ? En plus, est-il encore possible et souhaitable de fonder la protection sociale sur un emploi stable de moins en moins accessible ?

- La reconstruction théorique et pratique d'un modèle de civilisation anti-productiviste. Nous ne sommes pas que des animaux producteurs-consommateurs : que faire de nos vies débarrassées des objectifs productivistes ?

Cet essai entend susciter la discussion sur ces sujets souvent tabous.

Ce que nous faisons de nos journées et de nos vies devrait être débattu publiquement. J'espère donner envie au public d'en parler sincèrement avec ses proches, de continuer à s'informer sur le sujet et de se mobiliser pour un autre projet de société.